

1979  
Don 65442

Dir. de Publication  
Michel Beaud  
CIAL 1 Rue de Panama  
75018 PARIS

**BIOSAL**

Bulletin D'Informations Ouvrières et Syndicales de L'Amérique Latine

Bul. N°1

16 janvier 1979

ANNEE 1



## RENCONTRE SYNDICALE LATINOAMERICAINE

A Quito, Equateur, a eu lieu du 27 au 29 Octobre 1978 le « Pre-encuentro Latinoamericano » (La pré-rencontre latinoaméricaine), organisée par la Centrale Equatorienne d'Organisations Classistes - C.E.D.O.C.

Etait présents à cette reunion, la C.G.T. Dominicaine, la C.N.T. du Guatemala et la C.C.S. du Salvador. Le but principale de la reunion était de preparer, ensemble, une prochaine rencontre, fixée en Avril 1979, et dans laquelle pourraient participer des délégués d'organisations syndicales de la plupart des pays d'Amérique latine, ainsi que du Canada, de France, d'Italie, etc.

En ce qui concerne les thèmes qui devront être abordés au cours de la reunion d'Avril, trois sujets ont été retenus : 1 - La situation actuelle du syndicalisme latinoaméricain et de ses organisations régionales. 2 - La situation actuelle des travailleurs et des organisations syndicales face à la penetration des multinationales. 3 - Les droits de l'homme et la repression syndicale et politique en Amérique latine.

L'objectif de la reunion de 1979 est de discuter sur les trois points tout en cherchant les voies qui permettent une action commune des travailleurs des pays latinoaméricains, afin de terminer avec l'exploitation, la misère et les massacres dont ils sont victimes.

Plus concrètement, il a été remarqué que l'objectif principal été de créer la coordination « des organisations syndicales indépendantes d'Amérique latine ».

Les représentants réunis à Quito étaient d'accord pour constater « qu'une fois de plus, les travailleurs latinoaméricains se trouvent desarmés face à la penetration et à l'exploitation des firmes multinationales. Aujourd'hui plus que jamais, vu la crise mondiale du capitalisme, ces entreprises ont besoin d'une main d'œuvre bon marché; pour se faire, il leur est indispensable que le mouvement ouvrier soit divisé et faible. Il est donc nécessaire de trouver des nouvelles formes de lutte qui empêchent cette exploitation. Nous avons la certitude que ces luttes devront être menées à travers l'unité des travailleurs ».

Ainsi, quand les délégués ont étudié les organisations qui interviennent dans le mouvement ouvrier d'Amérique latine et sur des centrales syndicales du continent, ils ont non seulement durement critiqués les manoeuvres de l'AFL.CIO des Etats Unis et de l'O.R.I.T. (Organisation Régionale Interaméricaine du Travail), mais aussi la SPUSTAL et la CLAT.

Cet esprit d'indépendance fut confirmé lors de la déclaration finale où l'on peut lire que « Cette rencontre (...) répond au fait qu'en Amérique latine d'innombrables centrales, fédérations et syndicats ne sont affiliés à aucune des trois centrales continentales » (En référence à la CLAT, la SPU-TAL et la ORIT)... se trouvant donc en situation « d'isolement » ou de « marginalisation » vis à vis de la solidarité internationale si nécessaire à nos luttes; c'est pour cela que nous pensons que notre unité autour de quelques grands principes devient une nécessité historique. Ces principes sont : la défense des libertés démocratiques et syndicales, l'unité, la solidarité et l'honnêteté en appui aux intérêts les plus importants de la classe ouvrière ».

On peut rappeler que depuis 1975, année où la CEDOC commence son expérience d'indépendance vis à vis de la CLAT, la polemique entre ces deux organisations n'a pas cessé.

Concrètement, les dirigeants de la CEDOC dénoncent - et cette reunion d'Octobre 1978 l'a confirmé - une combinaison d'intérêts entre la CLAT, l'Institut Conrad Adenauer dépendant du Parti Démocrate-Chretien de la R.F.A. et de la Démocratie Chretienne d'Equateur ainsi que « toute la politique democrate-chretienne en Amérique latine ».

Les remarques de la CEDOC, partagées par les autres représentants à la rencontre de Quito, tendent à prouver que les courants dénoncés ne permettent pas l'unité et l'affermissement du syndicalisme dans chaque pays latinoaméricain et encore moins au niveau continental. Il est bon de faire remarquer, qu' à l'heure actuelle, la R.F.A. est le premier pays, pour les investissements effectués, en Equateur.

40P 9802



## REUNION DES SYNDICALISTES ARGENTINS EN EXIL

Exilés en Europe, des syndicalistes et militants Argentins se sont réunis au mois d'Août dernier à Paris.

Des nombreux avocats s'étaient joints à cette manifestation en raison des liens étroits qui les unissent aux syndicats et dirigeants, du fait de la défense des droits du travail et des libertés syndicales.

Après deux jours de discussions et d'analyse, revoyant la situation critique que traverse la classe ouvrière et le syndicalisme en Argentine et après avoir entendu le témoignage de travailleurs récemment libérés des sinistres prisons du régime, les participants ont publié la résolution suivante :

« La reunion des syndicalistes Argentins en exil, qui s'est tenu à Paris le 28 et le 29 Août 1978, établit les résolutions suivantes :

1 - Lutter contre la Dictature militaire et ses solutions de rechange par lesquelles on prétend légaliser le pouvoir dictatorial.

2) Exiger la liberté de tous les prisonniers syndicaux et le rétablissement des droits et libertés garantissant l'activité syndicale. De même, une campagne pour la liberté des prisonniers de Villa Constitution sera développée.

3) Diffuser les luttes de la classe ouvrière et soutenir ses revendications contre la Dictature militaire et toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

4) Fixer une prochaine reunion dans les deux prochains mois. Dans chaque pays, soutenir la formation de groupes de travail et de coordination qui garantissent de manière efficace l'application des accords.

Les groupes devront être en communication permanente entre eux et un bilan des activités effectuées et des perspectives sera établi au cours de la prochaine reunion.

Les travailleurs présents à cette reunion appellent tous les camarades en exil à participer aux actions en solidarité avec la classe ouvrière et le peuple Argentins ».

---

## REPUBLIQUE DOMINICAINE : UN ESSAI VERS LA DEMOCRATIE EN AMERIQUE LATINE

La République Dominicaine est sans doute aujourd'hui l'exemple le plus marquant de la mise en marche d'une stratégie continentale « américaine », permettant le retour à la démocratie dans les pays latinoaméricains.

Des efforts semblables peuvent être perçus, dans un processus plus ou moins large, dans d'autres pays comme le Pérou ou la Bolivie, et peut être, à beaucoup plus long terme, dans les pays du cône sud.

On peut se demander si ce qui a été possible en République Dominicaine pourra l'être aussi dans des pays tels que le Brésil où le peuple subit depuis 15 ans déjà la tutelle militaire et les farces électorales.

Le chemin à parcourir est semé d'embûches et il est encore difficile de déterminer le cours des événements et la responsabilité des principaux acteurs.

La République Dominicaine, pays qui occupe avec Haïti une des îles les plus importantes des Antilles, a connu l'un des processus les plus bouleversés d'Amérique Latine.

Depuis le mois d'Août de cette année, son peuple vit peut être une nouvelle phase de son histoire. Après la période noire du Général Trujillo ; après la courte expérience démocratique du Président Juan Bosch, l'insurrection dirigée par le général Caamagno et l'intervention militaire américaine, douze années de dictature ont suivis. Mais le 16 Août dernier, Joaquín Balaguer, chef du Parti Réformiste, passait le pouvoir au nouveau Président élu, Antonio Guzmán, du Parti Révolutionnaire Dominicain (Membre de la Socialdémocratie Internationale) et dont le chef de file, Peña Gomez venait d'assister au Congrès International de la I.S. à Vancouver, Canada.

Au cours de sa longue lutte dans l'opposition, le PRD promit les libertés politiques et syndicales et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Avec ce programme politique, et s'appuyant sur l'énorme espoir que suscita le processus électoral, il obtint l'appui massif de la population, et le triomphe aux élections.

La première loi votée par le gouvernement amnistia les prisonniers et exilés politiques et syndicaux ; de même, il supprima les lois qui interdisaient les activités communistes dans le pays. Ceci stimula la réorganisation syndicale, activité interdite pendant des longues années. Mais la réponse du patronat ne se fit pas attendre et dans de nombreuses entreprises, les travailleurs qui essayaient de créer ou de réorganiser les syndicats étaient renvoyés.

Ainsi, depuis quatre mois plusieurs milliers d'ouvriers ont été renvoyés de leurs lieux de travail.

La Centrale Générale des Travailleurs C.G.T. exigea du gouvernement « Qu'il adopte une attitude pratique, imposant le respect des lois ou qu'il adopte franchement le comportement contraire ».

Le 9 Septembre, le Président Guzmán, répondit par une proposition de « Trêve syndicale » dirigée à plus de 20 organisations. Cette proposition demandait aux travailleurs de s'abstenir de réclamer des améliorations économiques et sociales en échange d'une liberté d'organisation syndicale.

Le syndicalisme le plus conscient refusa cet accord expliquant que la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, de même que le respect de la liberté et du travail syndical sont des droits constitutionnels que le gouvernement doit faire respecter.



Les syndicalistes Dominicains écrivent...: «cette trêve ne fera que maintenir la situation de faim et de misère des travailleurs et le privilège des capitalistes étrangers et nationaux. Au cours des dernières années ceux-ci ont récupéré 4.000 millions de Dollars alors que le salaire réel par habitant, de la majorité des ouvriers, se réduisait à 30 Dollars par mois, conséquence du gél des salaires, de la hausse du coût de la vie et de l'exploitation feroce dans laquelle ils sont soumis».

D'autre part, ils font observer que... « La liberté politique pour laquelle on a tant lutté se voit transformée en une simple formalité. On peut montrer que la liberté de presse existe puisque tous les partis de gauche peuvent publier leurs journaux; mais on ne permet pas la pleine liberté des syndicats, et, sans liberté syndicale, la liberté politique est un mythe ».

---

---

## LA DEMOCRATIE POLITIQUE SOUS LA DEPENDANCE ECONOMIQUE ET LE MULTINATIONALES

Avant le retour dans leurs pays, des syndicalistes Dominicains ont rédigés quelques textes sur la situation en République Dominicaine dont nous avons extrait ce qui suit: « La République Dominicaine est une formation économique-sociale capitaliste dépendante, contrôlée par le monopoles et la politique de l'Etat Américain »

L'empire du nord domine, directement ou indirectement, tous les secteurs dynamiques de l'économie: le secteur minier, le système bancaire, les moyens de transport maritimes et la plupart des compagnies d'aviation; il possède le monopole absolu dans certains services publics, téléphone, télégraphe, dans l'installation de zones franches industrielles, dans le développement de plusieurs entreprises de substitution d'importations.

Les Etats Unis contrôlent aussi les principales ressources touristiques, le placement de leurs excédents commerciaux sous forme de prêt au gouvernement Dominicain et la vente, dans des conditions particulièrement avantageuses, de leurs excédents agricoles.

Depuis cette mainmise sur l'économie, l'impérialisme peut dominer les différents secteurs du pays: militaire, politique et culturel. La bourgeoisie locale joue alors le rôle de gérant des intérêts étrangers.

D'autre part, dans l'administration publique, le capital américain peut s'implanter facilement grâce à ses agents bien placés.

Ainsi: Ramon Bâez Romano, armateur, ancien président de la chambre américaine de commerce de Saint Dominge, chargé du secrétariat de l'industrie et du commerce; Gaetân Boucher, Président de la Falcombridge, entreprise qui extrait le nickel, passé à la direction du Conseil d'Etat du Soucre, organisme contrôlant près de 60% de la production et de l'exportation du sucre; Eduardo Fernandez, vice-président de la Gulf and Western, président de la Banque Centrale ».

Devant ce réseau d'intérêts très puissants la démocratie dominicaine s'estompe de jour en jour.

Le 9 et le 10 Septembre, la Gulf and Western a réuni, à Punta Cana, plus de 200 entrepreneurs et représentants des groupes industriels afin d'établir un paste d'action permettant de faire face aux réclamations syndicales. De son côté, le parti au pouvoir, le P.R.S., a créé récemment la Union Générale des Travailleurs U.G.T.D., cherchant ainsi à diviser le mouvement ouvrier et syndical en voulant organiser les travailleurs dans un mouvement qui lui soit favorable.

Au même moment, la C.G.T. Dominicaine est en pleine tâche d'organisation et de croissance dans une perspective syndicale progressiste et ouverte au travail en commun avec le syndicalisme latinoaméricain Voir article « la rencontre latinoaméricaine en Equateur ».

---

---

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'Information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le Bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US DLLS. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de CIAL N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent toujours être adressées au siège d'ALAI à Montréal.



# BRESIL:

## 5ème. CONGRES DE LA C.N.T.I.

( Confederation Nationale des Travailleurs de l'Industrie )

Organisé bureaucratiquement et avec grand appareil pour être une manifestation en faveur du régime, le 5ème congrès de la CNTI a fini par se transformer en un événement vivant et en un centre de débats sur des problèmes concrets d'intérêt fondamental pour la classe ouvrière brésilienne.

En effet, au cours de ce congrès s'est menée une lutte pour un règlement démocratique qui a permis la discussion des orientations par tous les Congressistes. Cette lutte a été le symbole de la lutte 5ème que mènent les travailleurs aujourd'hui pour la liberté d'expression et de manifestation, le droit de grève, la fin du blocage des salaires et pour l'autonomie syndicale. Toutes les orientations préparées antérieurement et présentées par la direction de la CNTI ont été approuvées sans discussion. L'opposition a considéré sa participation comme une expérience positive. Elle a réussi, à l'intérieur d'un congrès autoritaire, à ouvrir un espace permettant à la démocratie de s'exprimer dans les réunions parallèles et des commissions de se tenir en assemblées plénières.

De là est sorti un document sur la liberté et l'autonomie et une "Charte des Principes".

### Charte de principes (résumé).

« Les signataires de la présente charte, qui n'ont pas accepté la structure imposée par le sommet de la CNTI pour la réalisation du 5ème congrès national des travailleurs des industries, reflétant la volonté de ses représentants et attentifs à leurs aspirations et aux problèmes qui réclament une solution urgente, approuvent la charte suivante, contenant les revendications qu'ils se proposent de défendre et de faire connaître.

D'abord, ils réitèrent leur protestation contre le règlement interne du 5ème congrès imposé aux participants, sans discussion préalable qui, par conséquent, a empêché, niant au travailleur le droit de réfléchir sur les questions concernant la nation toute entière. De plus, ils regrettent le système établi qui a interdit aux congressistes l'accès aux commissions et sous commissions, le droit de choisir les présidents de celles-ci, les transformant en assistants isolés des conférences ou en participants de programmes touristiques.

#### 1 - Problèmes nationaux

Après de longues années de marginalité, dans l'impossibilité de participer aux décisions qui intéressent de près la nation toute entière, mais encore confiants

dans le rétablissement de la démocratie, ils demandent pour les travailleurs de l'industrie:

a - le plein exercice du droit de vote, avec le choix direct de tous leurs représentants et dirigeants, y compris sénateurs, gouverneur et le président de la République;

b - la convocation d'une Assemblée constituante qui, par une ample discussion des problèmes nationaux, composée également des représentants des travailleurs, puisse élaborer la loi la plus importante régira le destin des brésiliens;

c - la révocation des lois d'exception;

d - la garantie de la liberté de pensée, de la liberté de la presse avec l'abolition de toute forme de censure aux manifestations intellectuelles et artistiques;

e - la liberté d'association, sans restriction de nature à compromettre son authenticité et la réalisation de ses buts;

f - la suppression de toutes mesures d'exception qui défigurent la démocratie;

g - l'amnistie;

h - le respect des droits de l'homme;

2 - Politique nationale de développement.

3 - Organisation et Action syndicale.

Les travailleurs comprennent qu'il devient urgent d'adopter une nouvelle organisation syndicale, de dépasser le modèle fasciste déjà aboli dans tous les pays qui comme le nôtre l'avaient adopté. Il est nécessaire que soit débattue largement cette question en cherchant un modèle qui nous soit propre et qui reflète les aspirations de liberté des travailleurs et la réalité de notre temps. De toutes façons nous revendiquons:

a - liberté et autonomie syndicale, abolissant toute tutelle gouvernementale;

b - la direction et l'orientation des syndicats doivent avoir pour base leurs assemblées qui seront souveraines pour dicter le comportement des dirigeants les formes d'actions, l'utilisation des cotisations syndicales et autres recettes et l'élaboration de leurs statuts;

c - droit de grève inconditionnel, avec suppression immédiate de toute la législation restrictive;

e - substitution du contrat de travail individuel par une convention collective librement négociée;

f - reconnaissance des délégués syndicaux et des commissions d'usine comme organes représentatifs du syndicat à la base;

g - liberté de s'associer aux organisations syndicales internationales.

4 - Education et Alimentation.

5 - Problème du Logement.

6 - Justice et Droit du Travail.

7 - Assistance Sociale, Hygiène et Sécurité du Travail de Rio Janeiro, Juillet 78.

Ont signé le document:

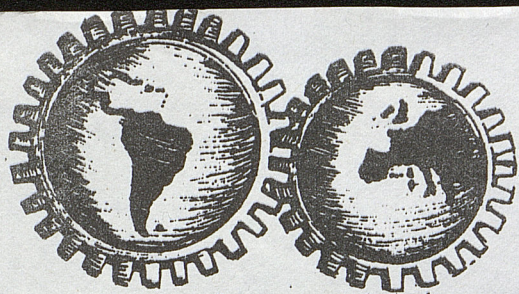
Confédération nationale des travailleurs des organismes de crédit.

Fédération des travailleurs des banques de Minas, Gerais, Goiás, Brasília.

Fédération des travailleurs des industries urbaines de Sao Paulo.

Fédération des travailleurs de la Chimie de Sao Paulo ainsi que 68 syndicats de différentes catégories professionnelles de plusieurs Etats.





CIAL 1 Rue de Panama  
75018 PARIS

# BIOSAL

Bulletin D'Informations Ouvrières et Syndicales de L'Amérique Latine  
Paris, Janvier 1979

Chers amis:

Le Bulletin d'Informations Ouvrières et Syndicales sur l'Amérique Latine BIOSAL, paraît avec le premier numéro du Bulletin CIAL-ALAI.

Il est le résultat du travail en équipe de syndicalistes latino-américains en exil à Paris.

Parmi les objectifs qui ont signifié la parution du BIOSAL, nous voulons signaler notre volonté de contribuer à une solidarité active, au rétablissement d'une démocratie véritable et d'une justice sociale pour les peuples d'Amérique Latine; ainsi que notre volonté de "remplir un vide" dans l'information sur les luttes du sous-continent.

En tant que syndicalistes, nous étudierons la trajectoire du mouvement ouvrier et syndical en Amérique Latine et nous pensons que les conditions de vie et de travail des travailleurs latino-américains, ainsi que les documents qui ont marqué leur histoire, sont souvent méconnus ou n'ont pas leur véritable place dans l'information.

Nous voulons donc offrir un service d'information contribuant ainsi à une meilleure pratique sociale-militante. Nous souhaitons aussi aider les chercheurs universitaires et sociologues dans leurs études.

Enfin, nous syndicalistes du BIOSAL nous sommes constitués en collectif de travail et participons aux conférences et débats traitant de la situation du mouvement ouvrier en Amérique Latine.

Nous restons ouverts à toute suggestion de votre part et sommes à votre disposition pour tout renseignement que vous jugerez utile.

Amicalement,

40P 9802

Collectif Syndicalistes Latino-américains à Paris .